

**C.C.T. DU 14 MAI 2007 CONCERNANT L'OCTROI  
D'UNE INDEMNITE COMPLEMENTAIRE EN FAVEUR DE  
CERTAINS TRAVAILLEURS AGES LICENCIES**

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ;

Vu la C.C.T. n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail ;

Vu l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ;

Vu la convention-cadre du 28 septembre 2006 ;

Vu la C.C.T. générale du 30 novembre 2006 ;

**IL EST CONVENU ENTRE**

l'A.C.V.-C.S.C. Textura  
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant  
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

**ET**

la Fédération Textile FEBELTEX

d'autre part,

**CE QUI SUIT :**

**I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

**Article 1**

La présente convention collective est applicable à toutes les entreprises textiles et de la bonneterie relevant de la compétence de la Commission Paritaire pour l'industrie textile et de la bonneterie et aux ouvriers qu'elles occupent, à l'exception des entreprises et des ouvriers y occupés relevant de la compétence des sous-commissions paritaires pour le textile de Verviers (S.C.P. 120.01), pour le lin (S.C.P. 120.02) et pour le Jute (S.C.P. 120.03).

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

22 -05- 2007

07 -06- 2007

NR.  
N°

83 166

160/120









## **II. PORTEE DE LA CONVENTION**

### **Article 2**

La présente C.C.T. règle l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur de certains ouvriers âgés en cas de licenciement.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de cette indemnité complémentaire est fixé à 58 ans.

## **III. PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE**

### **Article 4**

§1 Aux ouvriers accédant à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au présent régime de prépension, l'indemnité complémentaire est payée par l'employeur, qui peut réclamer auprès du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile et de la bonneterie (ci-après dénommé le Fonds) le remboursement de l'indemnité complémentaire, limitée au montant calculé conformément à la convention collective de travail n° 17 du Conseil National du Travail, sans préjudice de l'application du mécanisme de garantie visé à l'article 11.

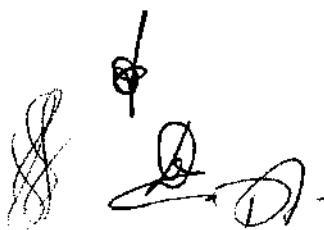
Les cotisations patronales spéciales, imposées par les dispositions légales et par les arrêtés d'exécution, sont également payées par l'employeur. Le montant de ces cotisations patronales spéciales, dues sur le montant de l'indemnité complémentaire calculée conformément à la convention collective de travail n° 17 du Conseil National du Travail, mais sans préjudice de l'application du mécanisme de garantie visé à l'article 11, peut également être réclamé par l'employeur auprès du Fonds.

§3 Par dérogation au §1 ci-dessus, et en exécution des et conformément aux conditions prévues par l'article 52 de la Loi du 26 juin 2002 relatives aux fermetures d'entreprise, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de fermeture d'entreprise à partir du premier jour du mois qui suit celui où l'ouvrier bénéficiant de cette indemnité complémentaire de prépension a atteint l'âge de 60 ans.

## **IV. BENEFICIAIRES DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE**

### **Article 5**

L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages semblables à ceux prévus par la convention de travail n° 17 conclue au Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 à tous les ouvriers qui seront involontairement mis au chômage, qui auront droit, durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2007 inclus, aux allocations de chômage légales et qui auront atteint l'âge mentionné à l'article 3 ci-dessus le premier jour donnant droit à ces allocations.



Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé à l'article 3 doit être atteint pendant la durée de validité de la présente C.C.T., le premier jour donnant droit aux allocations de chômage légales peut se situer après le 31 décembre 2007, si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par l'application des articles 38 § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

#### **Article 6**

Sans préjudice des conditions d'ancienneté fixées par l'A.R. du 7/12/1992 précité, les travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit 15 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin ;
- soit 5 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin au cours des 10 dernières années dont au moins 1 an dans les 2 dernières années.

En ce qui concerne les jours de travail assimilés, il y a lieu de se référer aux dispositions réglementaires en vigueur.

#### **Article 7**

Pour autant qu'ils bénéficient des allocations de chômage légales, les ouvriers visés à l'article 5 ont droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour pouvoir bénéficier de la pension légale et dans les conditions établies par la réglementation relative aux pensions.

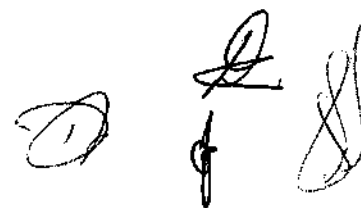
En dérogation à l'alinéa précédent, ces ouvriers ont également droit à une indemnité complémentaire à partir du premier jour du mois calendrier qui suit le mois pendant lequel ils ne bénéficient plus d'allocations de chômage, uniquement en raison du fait qu'ils ont atteint la limite d'âge fixée par l'article 64 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, jusqu'au dernier jour du mois calendrier pendant lequel ils atteignent l'âge de 65 ans.

Le régime bénéficie également aux ouvriers qui seraient sortis temporairement du régime et qui souhaiteraient ensuite à nouveau bénéficier de celui-ci, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau des allocations de chômage légales.

#### **Article 8**

En dérogation à l'article 7, les ouvriers concernés par l'article 5 qui ont leur lieu de résidence principale dans un pays de l'Espace Economique Européen, ont également droit à une indemnité complémentaire à charge de leur dernier employeur, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier ou qu'ils ne puissent continuer à bénéficier d'allocations de chômage dans le cadre de la réglementation en matière de prépension conventionnelle, uniquement parce qu'ils n'ont pas ou n'ont plus leur résidence principale en Belgique au sens de l'article 66 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour autant qu'ils bénéficient des allocations de chômage en vertu de la législation de leur pays de résidence.

Cette indemnité complémentaire doit être calculée comme si ces ouvriers bénéficiaient d'allocations de chômage sur base de la législation belge.



**Article 9**

- §1 En dérogation au paragraphe premier de l'article 7 et à l'article 8, le droit à l'indemnité complémentaire accordé aux ouvriers licenciés dans le cadre de la présente convention collective est maintenu à charge du dernier employeur, lorsque ces ouvriers reprennent le travail comme salariés auprès d'un employeur autre que celui qui les a licenciés et n'appartenant pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.
- §2 En dérogation au paragraphe premier de l'article 7 et à l'article 8, le droit à l'indemnité complémentaire accordé aux ouvriers licenciés dans le cadre de la présente convention collective est maintenu à charge du dernier employeur, en cas d'exercice d'une activité indépendante à titre principal à condition que cette activité ne soit pas exercée pour le compte de l'employeur qui les a licenciés ou pour le compte d'un employeur appartenant à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.
- §3 Dans les cas visés au §1 et au §2, lorsque les ouvriers licenciés reprennent le travail pendant la période couverte par l'indemnité de congé, ils n'ont droit à l'indemnité complémentaire qu'au plus tôt à partir du jour où ils auraient eu droit aux allocations de chômage s'ils n'avaient pas repris le travail.
- §4 Dans les cas visés au §1 et au §2, le droit à l'indemnité complémentaire est maintenu pendant toute la durée de l'occupation dans les liens d'un contrat de travail ou pendant toute la durée de l'exercice d'une activité indépendante à titre principal, selon les modalités prévues par la présente convention collective de travail et pour toute la période où les ouvriers ayant droit à l'indemnité complémentaire ne bénéficient plus d'allocations de chômage en tant que chômeur complet indemnisé.

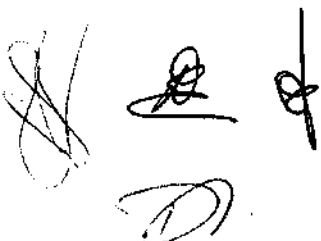
Les ouvriers visés au §1 et au §2 fournissent à leur dernier employeur la preuve de leur réengagement dans les liens d'un contrat de travail ou de l'exercice d'une activité indépendante à titre principal.

**V. MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE****Article 10**

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

**Article 11**

L'indemnité complémentaire, dont le montant brut est inférieur à 99,16 EUR par mois, accordée dans le cadre de la prépension conventionnelle pour ouvriers, est majorée jusqu'à 99,16 EUR brut par mois. Cette augmentation du montant de l'indemnité complémentaire ne peut pas avoir comme conséquence que le montant mensuel brut total de cette indemnité complémentaire et des allocations de chômage dépasse le seuil pris en considération pour le calcul de la retenue personnelle du travailleur sans charge de famille à verser à l'Office National des Pensions.



## Article 12

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 940,14 EUR (37.925 BEF) et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et de la retenue fiscale. Pour le calcul de la cotisation personnelle à la sécurité sociale, sur la rémunération à 100%, il faut tenir compte des dispositions de la Loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration.

La limite de 940,14 EUR (37.925 BEF) est rattachée à l'indice 134,52 (1971 = 100) et atteint 3.253,42 EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Cette limite est en outre révisée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

La rémunération nette de référence est arrondie à l'euro supérieur.

## Article 13

1. La rémunération brute comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par les ouvriers, qui font l'objet de retenues de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis aux retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités qui sont accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

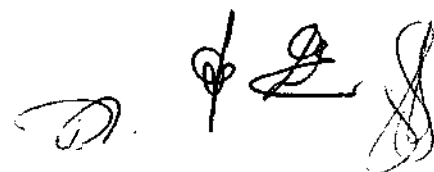
2. Pour les ouvriers payés par mois, la rémunération brute est la rémunération obtenue par ceux-ci pour le mois de référence défini au point 6 ci-après.
3. Pour les ouvriers qui ne sont pas payés par mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales fournies dans cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

4. La rémunération brute des ouvriers qui n'ont pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'ils avaient été présents tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

Lorsqu'en raison des stipulations de leur contrat, des ouvriers ne sont tenus de travailler que pendant une partie du mois de référence et n'ont pas travaillé pendant tout ce temps, leur rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu dans leur contrat.

5. A la rémunération brute obtenue par les ouvriers, qu'ils soient payés par mois ou autrement, il est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois, perçues distinctement par les ouvriers au cours des douze mois qui précèdent la date du licenciement.



6. A l'occasion de la concertation prévue par l'article 17, il sera décidé de commun accord quel est le mois de référence à prendre en considération. Lorsqu'il n'est pas fixé de mois de référence, on prendra en considération le mois civil qui précède la date du licenciement.

## **VI. ADAPTATION DU MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE**

### **Article 14**

Le montant des indemnités complémentaires payées est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires conventionnels, conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

Pour les ouvriers qui entrent dans le régime dans le courant de l'année, l'adaptation sur la base de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'entrée dans le régime; chaque trimestre est pris en considération pour ce calcul de l'adaptation.

## **VII. PERIODICITE DU PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE**

### **Article 15**

Le paiement de l'indemnité complémentaire a lieu mensuellement.

## **VIII. CUMUL DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE ET D'AUTRES AVANTAGES**

### **Article 16**

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Dès lors, les ouvriers licenciés dans les conditions prévues par l'article 5 devront d'abord épuiser leurs droits résultant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 2.

## **IX. PROCEDURE DE CONCERTATION**

### **Article 17**

Avant de licencier un ou plusieurs ouvriers visés à l'article 5, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou à défaut, avec la délégation syndicale. Sans préjudice des dispositions de la convention collective de travail n°9 du 9 mars 1972, notamment de son article 12, cette concertation a pour but de décider de commun accord si, indépendamment des critères de licenciement en vigueur dans l'entreprise, des ouvriers, répondant au critère d'âge prévu par l'article 3, peuvent être licenciés par priorité et, dès lors, bénéficier du régime complémentaire.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, ou à défaut, avec les ouvriers(ères) de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en matière de licenciement, l'employeur invite en outre les ouvriers(ères) concerné(e)s, par lettre recommandée, à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre aux ouvriers de communiquer à l'employeur leurs objections vis-à-vis du licenciement envisagé. Conformément à la convention collective de travail du 3 mai 1972, notamment en son article 7, les ouvriers peuvent, lors de cet entretien, se faire assister par leur délégué syndical. Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du deuxième jour de travail qui suit le jour où l'entretien a eu lieu ou était projeté.

Les ouvriers licenciés ont la faculté soit d'accepter le régime complémentaire, soit de le refuser et de faire dès lors partie de la réserve de main-d'oeuvre.

## **X. DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 18**

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du Fonds. Les directives administratives du conseil d'administration du Fonds doivent être respectées par l'employeur.

En outre, une convention collective distincte est conclue en vue de modifier les statuts du Fonds de sécurité d'existence, conformément à la présente convention collective de travail.

### **Article 19**

Les difficultés d'interprétation générale de la présente C.C.T. sont réglées par le conseil d'administration du Fonds par référence à et dans l'esprit de la C.C.T. n° 17 du Conseil National du Travail.

### **Article 20**

La présente convention est valable pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 jusqu'au 31 décembre 2007 inclus.

Fait à Gand, le 14 mai 2007

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 14 MEI 2007  
BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN AANVULLENDE  
VERGOEDING TEN GUNSTE VAN SOMMIGE  
BEJAARDE WERKLIEDEN INDIEN ZIJ WORDEN ONTSLAGEN**

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op de kaderovereenkomst van 28 september 2006;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2006,

**WORDT TUSSEN**

A.C.V.-C.S.C. Textura  
het ABW Textiel, Kleding en Diamant  
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

**EN**

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :**

**I. TOEPASSINGSGEBIED VAN DE OVEREENKOMST**

**Artikel 1**


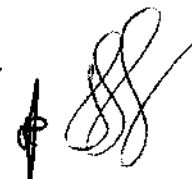
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-  
**ondernemingen** die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de Textielnijverheid  
en het Breiwerk en op de werkklieden die zij tewerkstellen, met uitzondering van de  
ondernemingen en de erin tewerkgestelde werkklieden die onder de bevoegdheid vallen van de  
paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor  
de Jute (P.S.C. 120.03).

NEERLEGGING-DEPÔT | REGISTRATIE

22-05-2007

07-06-2007

NR  
N°

83.166 (60/120)    
A-



## **II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST**

### **Artikel 2**

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst regelt de toekenning van een aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen.

### **Artikel 3**

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 2, van het Koninklijk Besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt de minimumleeftijd, om te kunnen genieten van deze regeling van aanvullende vergoeding vastgesteld op 58 jaar.

## **III. BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

### **Artikel 4**

§1 Aan de werklieden die vanaf 1 juli 2007 tot onderhavig brugpensioenstelsel toetreden, wordt de aanvullende vergoeding betaald door de werkgever, die het bedrag van de aanvullende vergoeding, beperkt tot het bedrag berekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad, maar onverminderd de toepassing van de garantieregeling bedoeld in artikel 11, bij het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Textielnijverheid en het Breiwerk (hierna het Fonds genoemd) kan terugvorderen.

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de wettelijke bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten eveneens door de werkgever betaald. Het bedrag van deze bijzondere werkgeversbijdragen, verschuldigd op het bedrag van de aanvullende vergoeding, berekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad, maar onverminderd de toepassing van de garantieregeling bedoeld in artikel 11, kan eveneens door de werkgever bij het Fonds worden teruggevorderd.

§2 In afwijking op §1 hiervoor, wordt in uitvoering van en overeenkomstig de voorwaarden gesteld in artikel 52 van de Wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van ondernemingen, de aanvullende vergoeding door het Fonds voor sluiting van ondernemingen betaald vanaf de eerste dag van de maand volgend op deze waarop de arbeider die gerechtigd is op deze aanvullende vergoeding bij brugpensioen de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt.

## **IV. RECHTHEBBENDEN OP DE AANVULLENDE VERGOEDING**

### **Artikel 5**

De in artikel 2 bedoelde aanvullende vergoeding behelst het toekennen van gelijkaardige voordelen als voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, aan alle werklieden die ongewild werkloos worden gesteld en die gedurende de periode van 1 juli 2007 tot en met 31 december 2007 recht verkrijgen op wettelijke werkloosheidsvergoeding en op de eerste dag die recht geeft op deze vergoeding de leeftijd hebben bereikt zoals aangeduid in artikel 3 hierboven.

Zonder afbreuk te doen aan de vereiste dat de **minimumleeftijd** waarvan sprake in artikel 3 moet bereikt zijn tijdens de geldigheidsduur van onderhavige collectieve **arbeidsovereenkomst**, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsvergoeding zich **situeren** na 31 december 2007 indien dit te wijten is aan de verlenging van de **opzeggingstermijn** ingevolge toepassing van de artikelen 38 § 2 en 38 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**.

### Artikel 6

Naast de anciënniteitsvoorwaarden vastgesteld door **voormeld** Koninklijk Besluit van 7 december 1992 dienen de werklieden, om te kunnen genieten van het conventioneel **brugpensioen**, bovendien te voldoen aan één van de volgende anciënniteitsvoorwaarden:

- ofwel 15 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding;
- ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding tijdens de laatste 10 jaren waarvan **minstens 1 jaar** in de laatste 2 jaren.

Wat betreft de gelijkstelling met arbeidsdagen wordt verwezen naar de **reglementaire** bepalingen terzake.

### Artikel 7

De in artikel 5 bedoelde werklieden hebben, voorzover zij de wettelijke werkloosheidsuitkeringen ontvangen, recht op de **aanvullende** vergoeding tot op de **datum** dat zij de leeftijd bereiken waarop zij wettelijk pensioengerechtigd zijn en binnen de voorwaarden **zoals** door deze pensioenreglementering vastgesteld.

In afwijking van de voorgaande **alinea**, hebben die **werknemers** ook recht op een aanvullende vergoeding van de eerste dag van de **kalendermaand** volgend op de **maand** tijdens **welke** zij geen werkloosheidsuitkeringen **meer** genieten, **alleen omdat** zij de leeftijdsgrens hebben bereikt die is vastgesteld in artikel 64 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de **werkloosheidsreglementering**, tot de laatste dag van de kalendermaand waarin zij 65 jaar worden.

De regeling **geldt** eveneens voor de werklieden die tijdelijk uit het stelsel zouden getreden zijn en die nadien opnieuw van de regeling wensen te genieten, voorzover zij opnieuw de wettelijke werkloosheidsvergoeding ontvangen.

### Artikel 8

In afwijking van artikel 7 hebben de in artikel 5 bedoelde werklieden die hun hoofdverblijfplaats hebben in een **land** van de Europese Economische Ruimte, ook recht op een aanvullende vergoeding ten **laste** van hun werkgever voor zover zij geen werkloosheidsuitkeringen kunnen genieten of kunnen blijven genieten in het kader van de regelgeving inzake conventioneel brugpensioen, **alleen omdat** zij hun hoofdverblijfplaats niet of niet meer in België hebben in de zin van artikel 66 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering en voor zover zij werkloosheidsuitkeringen genieten krachtens de wetgeving van hun woonland.

Die aanvullende vergoeding moet berekend worden **alsof** die werknemers werkloosheidsuitkeringen genieten op basis van de Belgische wetgeving.



## Artikel 9

- §1 In afwijking van de eerste **alinea** van artikel 7 en artikel 8 behouden de werknemers die zijn ontslagen in het kader van deze collectieve overeenkomst het recht op de aanvullende vergoeding ten laste van de laatste werkgever, wanneer ze het werk hervatten als loontrekkende bij een andere werkgever dan de werkgever die hen heeft ontslagen en die niet behoort tot dezelfde technische eenheid als de werkgever die hen heeft ontslagen.
- §2 In afwijking van de eerste **alinea** van artikel 7 en artikel 8 behouden de werknemers die zijn ontslagen in het kader van deze overeenkomst ook het recht op de aanvullende vergoeding ten laste van de laatste werkgever, ingeval een zelfstandige activiteit in hoofdberoep wordt uitgeoefend op voorwaarde dat die activiteit niet wordt uitgeoefend voor rekening van de werkgever die hen heeft ontslagen of voor rekening van een werkgever die behoort tot dezelfde technische eenheid als de werkgever die hen heeft ontslagen.
- §3 In de in §1 en §2 bedoelde gevallen hebben de ontslagen werknemers, wanneer ze het werk hervatten tijdens de door de opzeggingsvergoeding gedekte **periode**, op zijn vroegst **maar** recht op de aanvullende vergoeding vanaf de dag waarop ze recht zouden hebben gehad op werkloosheidsuitkeringen indien ze het werk niet hadden hervat.
- §4 In de in §1 en §2 bedoelde gevallen blijft het recht op de aanvullende vergoeding bestaan tijdens de **hele** duur van de tewerkstelling op grond van een **arbeidsovereenkomst** of tijdens de hele duur van de uitoefening van een zelfstandige activiteit in hoofdberoep volgens de regels bepaald in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en voor **heel** de **periode** gedurende **welke** de werknemers die recht hebben op de aanvullende uitkering geen werkloosheidsuitkeringen als volledig uitkeringsgerechtigde werkloze **meer** genieten.

De in §1 en §2 bedoelde werknemers leveren aan hun laatste werkgever het bewijs dat zij opnieuw in dienst zijn **genomen** op grond van een arbeidsovereenkomst of dat zij een zelfstandige activiteit in hoofdberoep uitoefenen.

## V. **BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

### Artikel 10

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de **helft** van het verschil tussen het netto-referenteloon en de werkloosheidsuitkering.

### Artikel 11

De aanvullende vergoeding, waarvan het brutobedrag **lager** is dan 99,16 EUR bruto per maand, toegekend in het kader van het conventioneel brugpensioen voor werklieden, wordt verhoogd tot 99,16 EUR bruto per maand. Deze verhoging van het bedrag van de aanvullende vergoeding kan evenwel niet **tot** gevolg hebben dat het totaal bruto **maandbedrag** van deze aanvullende vergoeding en de werkloosheidsuitkeringen **samen** hoger komt te liggen dan de **drempel** die in **aanmerking** wordt genomen voor de berekening van de persoonlijke afhouding voor de werknemer zonder gezinslast die wordt gestort aan de Rijksdienst voor Pensioenen.

## Artikel 12

Het netto-referteloon is gelijk aan het bruto-maandloon begrensd tot 940,14 EUR (37.925 BEF) en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de fiscale inhouding. Voor de berekening van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage, op het loon aan 100%, dient rekening gehouden te worden met de bepalingen van de **Wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering.**

De grens van 940,14 EUR (37.925 BEF) is gekoppeld aan het indexcijfer **134,52** (1971 = 100) en bedraagt 3.253,42 EUR op 1 januari 2007. Zij is gebonden aan de **schommelingen** van het indexcijfer der **consumptieprijzen, overeenkomstig** de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende **inrichting** van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Deze grens **wordt** daarenboven op 1 januari van **elk** jaar herzien in functie der regelingslonen overeenkomstig de beslissing van de Nationale Arbeidsraad.

Het netto-referteloon wordt afgerond naar hogere euro.

## Artikel 13

1. Het brutoloon **omvat de contractuele premies** die rechtstreeks gebonden zijn aan de door de arbeider **verrichte** prestaties waarop inhoudingen voor sociale zekerheid worden gedaan en waarvan de periodiciteit van betaling geen **maand** overschrijdt.

Het omvat ook de voordelen in natura die aan inhoudingen voor sociale zekerheid onderworpen zijn.

Daarentegen worden de premies of vergoedingen, die **als** tegenwaarde van werkelijke kosten worden verleend, niet in aanmerking genomen.

2. Voor de per maand betaalde arbeider wordt als brutoloon beschouwd het loon dat hij gedurende de in navolgende punt 6. bepaalde **refertemaand** heeft verdiend.
3. Voor de arbeider die niet per maand wordt betaald, wordt het brutoloon berekend op **grond** van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt **bekomen** door het loon voor de normale prestaties van de refertemaand te **delen** door het aantal tijdens die **periode** gewerkte normale uren. Het **aldus** bekomen resultaat wordt **vermenigvuldigd** met het aantal arbeidsuren, bepaald bij de wekelijkse arbeidstijdregeling van de **werknemer** ; dat product, vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12, **stemt** overeen met het maandloon.

4. Het brutoloon van een arbeider die gedurende de ganse refertemaand niet heeft gewerkt, wordt berekend **alsof** hij aanwezig was geweest op **alle** arbeidsdagen die in de beschouwde maand vallen.

Indien een arbeider, krachtens de bepalingen van zijn **arbeidsovereenkomst**, slechts gedurende een gedeelte van de refertemaand **moet** werken en hij al die tijd niet heeft gewerkt, wordt zijn brutoloon berekend op grond van het aantal arbeidsdagen, dat in de arbeidsovereenkomst is vastgesteld.

5. Het door de arbeider verdiende brutoloon, ongeacht of het per maand of anders wordt betaald, wordt **vermeerderd** met een twaalfde van het totaal der **contractuele** premies en van de veranderlijke bezoldiging waarvan de periodiciteit van betaling geen **maand** **overschrijdt** en door die arbeider in de loop van de twaalf **maanden** die aan het ontslag voorafgaan afzonderlijk werden ontvangen.

6. Naar aanleiding van het bij artikel 17 voorzien overleg, zal in **gemeen** akkoord worden beslist met **welke referentemaand** rekening moet worden gehouden. Indien geen **referentemaand** is vastgesteld, wordt de **kalendermaand**, die de **datum** van het ontslag voorafgaat, in **aanmerking** genomen.

## **VI. AANPASSING VAN HET BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

### **Artikel 14**

Het bedrag van de uitgekeerde **aanvullende** vergoedingen wordt gebonden aan de **schommeling** van het indexcijfer der consumptieprijzen, volgens de **modaliteiten** die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze vergoedingen wordt daarenboven elk jaar op 1 januari herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen overeenkomstig hetgeen dienaangaande wordt beslist in de Nationale Arbeidsraad.

Voor de werklieden die in de **loop** van het jaar **tot** de regeling toetreden, wordt de **aanpassing op grond** van het verloop van de regelingslonen verricht, rekening houdend met het ogenblik van het jaar waarop zij in het stelsel treden; elk kwartaal wordt in **aanmerking** genomen voor de berekening van de **aanpassing**.

## **VII. TIJDSTIP VAN BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

### **Artikel 15**

De betaling van de aanvullende vergoeding moet **om** de kalendermaand gebeuren.

## **VIII. CUMULATIE VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING MET ANDERE VOORDELEN**

### **Artikel 16**

De aanvullende vergoeding **mag** niet worden **gecumuleerd** met andere wegens afdanking verleende **speciale** vergoedingen of toeslagen, die worden toegekend krachtens wettelijke of **reglementaire** bepalingen. De arbeider die onder de in artikel 5 voorziene voorwaarde ontslagen wordt zal dus eerst de uit die bepalingen voortvloeiende rechten **moeten** uitputten, alvorens aanspraak te kunnen maken op de in artikel 2 voorziene aanvullende vergoeding.

## **IX. OVERLEGPROCEDURE**

### **Artikel 17**

Vooraleer een of **meerdere** werklieden bedoeld bij artikel 5 te ontslaan, pleegt de werkgever overleg met de vertegenwoordigers van het personeel in de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, met de syndicale afvaardiging. Onverminderd de bepalingen van de collectieve **arbeidsovereenkomst** nr. 9 van 9 maart 1972, inzonderheid van artikel 12, heeft deze beraadslaging **tot doel** in **gemeen** overleg te beslissen of, afgezien van de in de **onderneming** van kracht zijnde **afdaningscriteria**, werklieden die aan het in artikel 3 bepaalde **leeftijdscriterium** voldoen, bij voorrang kunnen worden ontslagen en derhalve het voordeel van de aanvullende regeling kunnen genieten.

Bij ontstentenis van **ondernemingsraad** of van syndicale afvaardiging, heeft dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve **werknemersorganisaties** of, bij ontstentenis, met de werklieden van de onderneming.

Vooraleer een beslissing **tot** ontslag te **nemen**, nodigt de werkgever daarenboven de betrokken arbeider bij aangetekende brief uit **tot** een onderhoud tijdens de werkuren op de **zetel** van de onderneming. Dit onderhoud heeft **tot doel** aan de arbeider de gelegenheid te **geven** zijn bezwaren tegen het door de werkgever **voorgenomen** ontslag kenbaar te **maken**. **Overeenkomstig** de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1972 inzonderheid artikel 7, kan de arbeider zich bij dit onderhoud **laten** bijstaan door de syndicale afgevaardigde. De opzegging kan ten vroegste geschieden de tweede werkdag na de dag waarop dit onderhoud plaats had of waarop dit onderhoud voorzien was.

De ontslagen werklieden hebben de **mogelijkheid** de aanvullende regeling te aanvaarden of deze te weigeren en derhalve **deel** uit te maken van de arbeidsreserve.

## **X. EINDBEPALINGEN**

### **Artikel 18**

De **administratieve formaliteiten** nodig voor de uitvoering van onderhavige **overeenkomst** worden door de Raad van Beheer van het Fonds vastgesteld. De administratieve richtlijnen van de Raad van Beheer van het Fonds **moeten** door de werkgever nageleefd worden.

Tevens wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten **tot** wijziging van de statuten van het Fonds voor **Bestaanszekerheid**, in de zin van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

### **Artikel 19**

De **algemene interpretatiemoeilijkheden** van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst worden door de Raad van Beheer van het Fonds beslecht in de geest van en refererend naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

### **Artikel 20**

Onderhavige overeenkomst is van toepassing vanaf 1 juli 2007 tot en met 31 december 2007.

Gedaan te Gent 14 mei 2007